

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI



HUIT PAGES



LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

POUR LE PEUPLE RUSSE

Aux Travailleurs de France !

CITOYENS, CAMARADES,

Le Président Fallières va rendre, dans les eaux russes, au tsar Nicolas II, une visite pour laquelle le Parlement, malgré l'opposition des élus socialistes, lui a voté des fonds.

Ainsi, la bourgeoisie et tous ses représentants, désertant la tradition démocratique et révolutionnaire, persistent à mettre à la disposition d'un tyran en guerre contre son peuple l'or, l'influence et le crédit de la République Française.

Nous, qui ne voulons pas que la République se fasse la pourvoyeuse des bagnes de Sibérie, des potences et des pelotons d'exécution, nous protestons !

Nous, qui ne voulons pas que notre richesse nationale alimente plus longtemps les caisses des despotes et des tortionnaires qui se sont mis, par leur cruauté, au ban de l'humanité, nous protestons !

Et nous faisons appel, pour protester avec nous, à toutes les Sections, à toutes les Fédérations du Parti, à tous les travailleurs socialistes.

Cette protestation, nous la voulons éclatante.

Si nous ne ne pouvons empêcher le Président Fallières de prosterner la République aux pieds de Nicolas II, prévenons du moins la honte suprême que serait pour nous, pour la France, le tsar sanglant venant, à son tour, saluer sur notre sol et remercier nos gouvernants.

Que nos maîtres comprennent qu'il est des injures intolérables.

CITOYENS, CAMARADES,

La Russie révolutionnaire, en poursuivant l'œuvre de son émancipation, coopère à l'œuvre de libération du prolétariat universel.

Nous sommes avec elle dans sa lutte héroïque.

Criions-le hardiment à la face des alliés et des complices de ses oppresseurs et de ses bourreaux !

Vive la Révolution russe !

Vive l'Internationale ouvrière !

Pour le Conseil National :

Le Groupe Socialiste au Parlement :

Albert POULAIN, ALDY, Alexandre BLANC, ALLARD, ALLEMANE, BASLY, BEDOUGE, BÉNÉZECH, BÉTOULLE, BOUVERI, J.-L. BRETON, CADENAT, CARLIER, CHAUVIÈRE, Paul CONSTANS, V. DEJEANTE, G. DELORY, DUBOIS, Jacques DUFOUR, DURRE, FERRERO, FIÉVET, FRANCONIE, Henri GHESQUIÈRE, GONIAUX, GROUSSIER, GUESDE, JAURÈS, LAMENDIN, LASSALLE, MARIETTON, MÉLIN, MESLIER, NICOLAS, F. DE PRESSENSÉ, ROBLIN, G. ROUANET, A. ROZIER, SELLE, SEMBAT, THIVRIER, VAILLANT, VARENNE, VÉBER, VIGNE, WALTER, WILLM.

La Commission Administrative Permanente :

Marius ANDRÉ, BEUCHARD, Marcel CACHIN, Achille CAMBIER, CAMÉLINAT, Louis DUBREUILH, DUCO DE LA HAILLE, GRADOS, Paul LAFARGUE, LAFONT, E. LANDRIN, LAUCHE, LAVAUD, Jean LONGUET, MORIZET, PÉDRON, RENADEL, RÉVELIN, Lucien ROLAND, M. RODES, Angèle ROUSSEL, Albert TANGER.

SOMMAIRE

Pour le Peuple russe. — Manifeste.
Socialisme et démocratie. — BRACKE.
Le rachat du capitalisme. — Ch. RAPPOPORT.
Remède nécessaire. — Vincent CARLIER.
Une bonne loi. — J.-P. GRANDVALLET.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
L'évolution du syndicalisme français. — P.-M. ANDRÉ.
Les lois radicales. — Ch. BONNIER.
Les ignorants du Socialisme. — H. GHESQUIÈRE.
Le 19^e Congrès International des Mineurs. — Ch. R.
Un ministre syndicaliste aux champs. — V. MAGE.
L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.
Bibliographie.
La Presse socialiste.
Feuilleton : Délibérations de la Commission des Syndicats au Congrès international de Stuttgart

SOCIALISME ET DÉMOCRATIE

« La véritable opposition de la Nouvelle Gazette Rhénane ne commencera que dans la République tricolore ».

Ces paroles, que le journal de Karl Marx publiait, en 1849, dans sa réponse au procureur royal de Prusse, résumaient dès lors l'attitude qui s'impose au socialisme vis-à-vis de la démocratie.

Et Marx ajoutait, en opposant sa conception de la lutte à celle du démocrate badois Friedrich Hecker : « Pour Hecker, les questions sociales ne sont que la conséquence des luttes politiques ; pour la Nouvelle Gazette Rhénane, les luttes politiques

ne sont que les formes apparentes des collisions sociales ».

On ne saurait mieux formuler ce qui fait l'illusion de ceux qui veulent se persuader que le socialisme n'est que le prolongement de la démocratie, qui, en se développant, en suivant une évolution nécessaire, s'épanouirait finalement en socialisme.

A coup sûr, tout progrès démocratique, tout accroissement de la participation des citoyens à la vie politique, tout droit nouveau assuré à chacun, est regardé comme désirable, est revendiqué, est réclamé par le prolétariat organisé en parti de classe.

Il y voit un moyen de lutte s'ajoutant à ceux qu'il possède et dont il se servira pour son émancipation. Il n'y voit pas une avance sur cette émancipation même.

C'est pourquoi le Parti socialiste, nationalement comme internationalement, proclame la nécessité du suffrage universel et pour le conquérir, verse son sang sur les barricades, a fait les grandes grèves de la Russie ou les manifestations impérieuses de l'Autriche.

C'est pourquoi il tient à organiser ce suffrage universel, là où il est conquis, de façon à le rendre plus libre ou plus étendu en puissance.

Mais les revendications démocratiques fussent-elles toutes réalisées, l'égalité politique eût-elle pénétré toutes les institutions, le prolétaire, avec tous ses droits, n'en resterait pas moins l'esclave qu'il est vis-à-vis du capital.

C'est un démocrate révolutionnaire, c'est Mazzini qui le disait : « Il n'y a pas de droit pour qui n'a pas le moyen de s'en servir. »

Or, l'inégalité économique, qui rend tous droits illusoire, la démocratie n'y touche pas.

Bien plus, elle la sanctionne et l'affermi. Le mouvement vers la démocratie n'a de vertu révolutionnaire que dans la lutte. Comme forme d'Etat, la démocratie est conservatrice : elle suppose, par l'égalité même accordée aux différentes classes politiquement, l'existence de ces classes socialement inégales.

On peut voir exposée brièvement, dans un bel article de notre camarade Paul Louis (*Mercure de France* du 1^{er} juillet 1908), l'explication de la politique des classes moyennes en France, aboutissant à la guerre formelle contre le prolétariat en travail d'organisation.

Ainsi la démocratie se contredit elle-même. Son droit s'annule.

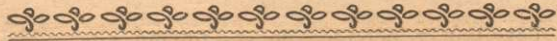
En ce sens seulement, on peut dire que le socialisme est le véritable représentant

de la démocratie. En lui seul, dans la conquête prolétarienne du pouvoir pour la reprise collective de tous les moyens de production et d'échange, est la condition, la substance, pourrait-on dire, de l'exercice du droit démocratique.

Mais qui ne voit que, par la lutte de classe pour l'abolition des classes, le socialisme introduit l'élément « négateur » dans la nation démocratique ?

Conformément à la dialectique constante de l'histoire, ce n'est qu'en annihilant la démocratie que le socialisme la réalisera.

BRACKE.



Les ateliers de l'Imprimerie étant fermés pendant les trois premiers jours de la semaine prochaine à l'occasion des Fêtes du 14 Juillet, le **SOCIALISME** ne paraîtra pas dimanche prochain.

Un numéro double sera publié ultérieurement.



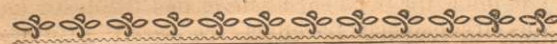
Lecteurs du *Socialisme*,

ABONNEZ-VOUS !

A LA REVUE INTERNATIONALE

**LES DOCUMENTS
DU PROGRÈS**

(Voir aux Annonces).



Le Rachat du Capitalisme ⁽¹⁾

Depuis longtemps les Socialistes se posent la question : Faudra-t-il, et dans quelle mesure, indemniser les capitalistes expropriés par la Révolution sociale ? Jaurès et Vandervelde se sont prononcés pour, Jules Guesde contre. Un socialiste russe avisé, qui a beaucoup d'esprit et dont j'ai sollicité l'avis sur ce grave problème, m'a répondu textuellement : « On peut toujours promettre ; on verra ensuite, lorsque nous serons au pouvoir. »

Deslinières est évidemment d'un avis contraire. Il tient à nous débarrasser immédiatement de ce souci. L'article 11 de son *Code socialiste* en fait foi : « L'indemnité, dit-il, à accorder aux expropriés sera représentée par une rente viagère, réversible sur la tête de leurs enfants par parts égales et qui s'éteindra au décès de ces derniers. »

L'indemnité aux expropriés (peut-être eût-il fallu dire aux *expropriateurs* ?) est à envisager à un double point de vue : 1° comme mesure de justice ; 2° comme mesure de sagesse révolutionnaire. Ou le gouvernement socialiste voudra dédommager des intérêts illégitimement lésés, ou il se préoccupera de faciliter le passage d'un régime à un autre, d'en atténuer les douleurs.

Dans la première hypothèse, ce serait faire de la justice à rebours que d'indemniser non ceux qui ont injustement souffert, les travailleurs de toute sorte, mais ceux qui ont largement joui du travail des autres. La partie serait vraiment trop belle pour les exploités, si le nouveau régime, une fois vainqueur, leur accordait des récompenses spéciales pour avoir bien voulu exploiter le travail et la misère d'autrui.

Platon a mis (voir sa *République*) dans la bouche d'un interlocuteur de Socrate, fondateur de la morale rationaliste, la définition suivante de la justice : faire du bien aux amis et du mal aux ennemis. L'évangile chrétien prêchait le contraire — en théorie. Mais la pratique chrétienne et juive

ne se distingue nullement de celle des peuples antiques. Comme déterministes, qui déchargent les individus de leur responsabilité personnelle, les Socialistes ne chercheront pas à faire de mal à qui que ce soit. Mais ils auront les intérêts de la nouvelle société à sauvegarder.

L'intérêt socialiste exigera-t-il une indemnité aux expropriés à exproprier ? C'est le seul point de vue admissible. On invoque souvent une boutade de Marx au profit de l'indemnité. Marx avait dit qu'en Angleterre, on serait peut-être débarrassé à meilleur compte des capitalistes en les indemnisant. Or, Marx a pu se tromper, en admettant qu'il ait attaché une importance à cette pensée de rencontre.

Au surplus, la question n'est pas de savoir si nous voulons ou ne voulons pas indemniser, mais si cela serait possible, étant donnée l'accumulation capitaliste colossale de nos jours, qui va en augmentant.

Ce qui pouvait se faire (ce dont nous doutons) aux temps de Marx, peut-il être réalisable maintenant, et encore plus dans l'avenir ?

Deslinières stipule dans l'article 24 de son *Code* que, dans le cas où le bénéfice des sociétés à exproprier sera supérieur à l'intérêt de 30/0, « la rente à laquelle chaque associé aura droit sera majorée dans la même proportion ». Ce serait, même avec les restrictions des articles suivants, maintenir le régime capitaliste, après le triomphe des Socialistes, — selon l'hypothèse tacitement admise par notre ami — au moins pendant deux générations. Or, ce serait frapper cruellement, et les capitalistes devenus, de propriétaires éternels, des jouisseurs provisoires, et les vainqueurs socialistes, en ajournant pour un temps incertain la réalisation de leur idéal, en les privant des fruits d'une victoire durement acquise et, ce qui plus est, en exposant cette victoire aux hasards de l'avenir. Ce ne serait plus de la sagesse révolutionnaire, ce serait de la folie. Car ce serait se mettre sur le dos amis et ennemis...

J'en demande pardon à Deslinières et à nos lecteurs. Je suis en train de me fâcher pour une question qui, sans doute, ne se posera même pas, ou se posera dans des termes différents de ceux qu'il est possible de prévoir dès maintenant.

Il peut y avoir un autre point de vue, celui de la *charité* à faire aux invalides capitalistes. Comme la conception socialiste est supérieure à celle du capitalisme, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la société socialiste, à son début, puisse venir en aide aux capitalistes incapables et inutilisables. Pour ma part, je ne verrais pas d'un mauvais œil le gouvernement socialiste donner un abri aux quatre mille capitalistes français qui, selon M. Caillaux, ministre des Finances, détiennent la plus grosse part de la fortune « nationale ».

En France, dans la banlieue de Paris, — à Bicêtre, par exemple, — on pourrait hospitaliser les ex-capitalistes ou même leur accorder une villégiature gratuite sur la Riviera socialisée.

Je me suis proposé de discuter d'autres problèmes posés par le *Code socialiste*, — celui de la petite propriété entre autres — mais Deslinières a trop longtemps attendu pour exercer son droit de réponse. Et je lui passe volontiers la parole, me réservant de profiter de sa réponse pour y revenir.

Je voudrais pourtant, pour finir, résumer une opinion sur l'ensemble de l'œuvre de Deslinières. Malgré les réserves faites, c'est un travail utile. Il nous habitue à nous détacher de temps en temps des luttes quotidiennes qui servent le but final du socialisme, mais qui ne le font pas toujours ressortir avec toute la netteté désirable. En nous débattant contre les mille obstacles d'un milieu trop souvent hostile, nous oublions parfois que nous sommes les combattants d'un monde nouveau, d'un avenir meilleur, que notre but est non seulement de détruire la vieille bâtisse de misère et de honte, mais aussi de construire le palais lumineux de l'avenir. Nous devons être reconnaissants à Deslinières de nous rappeler à l'ordre — socialiste.

Il y a autre chose. Il est également utile d'opposer aux prétendues impossibilités de l'organisation socialiste, les mille *possibilités* de réalisation socialiste qui se présenteront aux hommes, une fois les chaînes brisées, à la condition toutefois qu'on les présente, comme l'a bien remarqué Deslinières lui-même, non comme des certitudes, mais comme des *possibilités*.

A ce point de vue, que Deslinières nous per-

mette de lui faire observer que, pour être utile à la propagande, ce n'est pas sous la forme du *Code*, ou même du règlement de la société de demain qu'il eût dû faire l'esquisse de celle-ci.

Il fallait, en prenant pour base le degré de développement économique, politique, intellectuel et moral déjà atteint, discuter, une à une, toutes les difficultés de réalisation socialiste que l'on nous oppose et en démontrer l'inanité, les moyens de les vaincre ou de les détourner.

Nous voudrions aussi qu'un homme, doué d'une imagination créatrice, construisit un jour ce que nous appelons « une utopie rétrospective ».

Pour cela, on n'a qu'à se placer au milieu d'un nouveau régime en cherchant à démontrer à un lecteur supposé d'un siècle à venir, comment le régime capitaliste plein d'absurdité et de contradictions les plus scandaleuses, ce régime que l'on a justement comparé à une pyramide renversée reposant sur sa pointe, a pu durer et vivre sur et par des ruines accumulées par lui. On aura de la peine à le croire, dans les temps à venir.

Les hommes corrompus et abêtis d'aujourd'hui ne comprennent pas comment on pourra s'adapter au bien, les hommes de l'avenir ne pourront peut-être jamais comprendre comment nous avons pu, nous, nous adapter à tant de maux et à tant de hontes qui portent le nom et la stigmatisation du régime capitaliste, où l'homme n'est rien et le capitaliste est tout, où la misère soutient et défend la richesse qui l'exploite et qui l'humilie, où... mais nous ne finirions jamais si nous voulions énumérer toutes les beautés de notre régime. Que l'on consulte n'importe quel *Code capitaliste* où ces hontes ont la forme des lois, ou que l'on visite n'importe quel bain industriel sur ou sous terre...

Ch. RAPPOPORT.



Remède nécessaire

A diverses reprises, j'ai indiqué la nécessité pour le parti socialiste de s'occuper du problème moral et de surveiller ses délégués au point de vue de la considération ou de la déconsidération émanant de leurs personnalités et de leurs actes, politiques ou non. J'estimais que l'intérêt du parti devait dominer les camaraderies, les sympathies personnelles et que le choix des candidats à une fonction élective ou à l'administration intérieure de notre organisation, devait être entouré des plus grandes garanties.

Je reçus de nombreuses marques d'adhésion à la thèse soutenue et des confidences sur les cas particuliers. Le problème est de tous les temps. Les institutions humaines ne valent que par la valeur morale des hommes qui les composent.

Les lois les plus parfaites, appliquées par des pharisiens de la justice, les administrations les plus solides aux mains d'employés déloyaux, deviennent des instruments de tyrannie insupportables ou tombent sous le mépris public. Ces affirmations n'ont plus besoin de démonstration, le renouvellement de l'histoire, avec ses grandes et multiples expériences, la vie courante dans les œuvres politiques, administratives ou d'initiative privée nous fournissent chaque jour des éléments de connaissance. L'affirmation s'est transformée en une sorte d'axiome. Désirant éviter à la section française de l'Internationale les effets déprimants d'un mal que tous les partis politiques en France ont connu tour à tour et que le parti radical subit en ce moment, je terminais par la formule suivante d'un article à introduire dans les statuts de notre organisation.

« Nul ne peut être investi d'une fonction intérieure dans l'organisation socialiste ; nul ne peut être candidat à un mandat ou à une fonction publique au nom du Parti sans qu'une enquête ait été faite sur sa valeur morale et sur ses aptitudes à la fonction sollicitée ».

Une fédération a porté la question à l'ordre du jour du congrès de Toulouse. A mon avis cette adjonction à nos statuts est devenue nécessaire, la gangrène de l'opportunisme qui perdit le vieux parti républicain avec Gambetta

(1) Voir le *Socialisme*, n° 24, 26, 31.

pour chef, qui décompose en ce moment le parti radical, nous gagnera à bref délai si nous n'avons point l'énergie de prendre des mesures sérieusement prophylactiques contre ce mal. Plusieurs de nos échecs aux dernières élections sont dus en partie à cette cause. Il faut pour amener les masses au parti, ajouter à la force de notre doctrine la valeur et la dignité des hommes chargés de le représenter. Le public subit davantage les effets de ses observations psychologiques que l'influence des arguments bellement ou audacieusement exposés. Des partis se sont organisés, ont su attirer la foule grâce aux justes critiques dont les représentants républicains étaient l'objet. Ce sont les indignités du Panama, du Wilsonisme qui ont fait le boulangisme et le nationalisme. Notre parti dans l'état de décomposition que les excès du régime actuel apporte avec lui, s'imposera aux foules anxieuses autant par sa valeur doctrinale que par la valeur de ses hommes.

Au premier jour, j'exposerai le moyen pratique, l'organisme nécessaire pour l'exécution de la motion ci-dessus présentée par la fédération des Alpes-Maritimes et que certainement votera le Congrès de Toulouse.

Vincent CARLIER

Une bonne Loi?

C'est de la loi du 14 juillet 1905 concernant l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables qu'il s'agit.

Beaucoup d'ouvriers, au lendemain de l'application de cette loi, crurent que cette réforme démocratique et radicale allait soulager ceux d'entre-eux qui avaient à leur charge leurs vieux parents ou des leurs, infirmes ou incurables. C'est qu'ils ne connaissaient ni le texte ni l'esprit de la loi.

Aujourd'hui les ouvriers qui sont mutualistes, c'est-à-dire prévoyants et épargnistes, s'aperçoivent, mais un peu tard, qu'ils ont eu tort de se priver, eux et leur famille, souvent du strict nécessaire afin de se constituer un maigre pécule pour leurs vieux jours. En effet, l'article 20 de la loi dit que les revenus cumulés provenant de l'épargne et de l'allocation d'assistance, ne peuvent être réunis dépasser la somme de 480 francs par an. Or, le même article permet aux communes d'allouer un secours mensuel de 20 francs, soit 240 francs par an. D'où il résulte que les travailleurs ayant accompli des prodiges d'économies pour avoir une petite maison, un champ pour y faire pousser quelques légumes; qui auront mensuellement fait un effort d'épargne, réfréné leurs moindres désirs et réduit leurs plus stricts besoins et ceux de leur famille, afin de pouvoir verser à la société mutuelle leur cotisation, ne peuvent bénéficier de la loi si les privations de toute leur vie leur ont procuré un revenu supérieur ou égal à 240 francs par an.

Au contraire, le travailleur qui, sans souci du lendemain, a estimé que son salaire était juste suffisant pour être dépensé au jour le jour et qui n'a pas voulu priver sa famille, aura pour lui le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905.

J'estime, quant à moi, qu'il est de toute justice que le travailleur trouve suffisant d'être exploité par son patron sans songer à s'exploiter lui-même et qu'il soit secouru par la Société capitaliste quand survient pour lui la vieillesse.

Mais est-ce bien cela qu'ont voulu nos parlementaires radicaux? Est-ce bien là le résultat qu'ils ont cherché?

Je ne le pense pas; car les conséquences de la loi de 1905 se feront certainement sentir sur les institutions de *Mutualité*. Ces institutions, que la bourgeoisie a cherché à détruire quand elle croyait qu'elles seraient susceptibles de conduire les prolétaires sur le chemin de leur émancipation, ont aujourd'hui la faveur des politiciens radicaux.

Depuis quelques années, elles sont subventionnées et encouragées par une distribution énorme de décorations, au point que l'on voit des ouvriers métallurgistes décorés du mérite agricole et des agriculteurs avec la boutonnière ornée des palmes académiques.

La classe ouvrière comprendra la leçon. Les travailleurs préféreront jouir désormais de tout leur salaire pour pouvoir jouir sur leurs vieux jours du bénéfice de la « Bonne loi ». Il en résultera un affaiblissement de la *Mutualité* qui ne peut que diminuer l'égoïsme prolétarien. Peut-être alors comprendront-ils que la seule « loi » qui leur puisse leur procurer *bien être* et *sécurité* sera celle qui proclamera la déchéance de la Société capitaliste et son remplacement par la Société collectiviste de demain.

J.-P. GRANVALLET.

Au Jour le Jour



Sautez, marquis!

Quand se produisit la catastrophe du Bazar de la Charité, certaines fêtes officielles ou présidentielles furent contremandées en signe de deuil.

La catastrophe minière qui s'est produite il y a quelques jours aux environs de Saint-Etienne, n'a point empêché les commensaux habituels de l'Elysée, de donner dimanche un brillant *garden-party* où l'on s'est, paraît-il, amusé le plus gentiment du monde.

Il y a cadavres et cadavres, comme il y a fagots et fagots. C'est à ces petites manifestations qu'on peut reconnaître l'esprit démocratique dont la classe dirigeante est de plus en plus animée. Tout au plus pourrait-on aujourd'hui introduire une légère variante au vieux refrain resté si populaire :

Sautez, marquis, pendant que la canaille...

Néo-Mélinisme.

Par l'organe de M. Ruau, la troisième République veut bien nous apprendre que nul régime politique ne fit autant qu'elle pour les masses rurales : témoin les *droits protecteurs* combinés avec les *primes à l'exportation*.

Par « masses rurales », le ministre déjà nommé entend vraisemblablement les seigneurs de la propriété foncière et les spéculateurs en denrées agricoles, à qui ces deux mesures fiscales ont si largement profité. Quant à ceux qui, non seulement ne récoltent pas assez pour exporter, mais ne peuvent même pas vendre leurs produits sur le marché national à des taux rémunérateurs — et ceux-là sont légion — on n'a qu'à consulter les revendications formulées dans leurs comices régionaux ou départementaux pour se rendre compte des *bienfaits* qu'ils subissent du fait de cette législation archi-protectrice.

La camarilla du Père-la-Famine n'est plus au pouvoir, c'est vrai; mais c'est toujours sa politique qui prévaut.

Les conquérants à l'intérieur.

Il ne suffisait pas à l'exploiteur Crettiez d'avoir fait assassiner plusieurs habitants du pays par ses rejets; il fit encore frapper la commune de Cluzes — par les tribunaux cette fois, c'est-à-dire suivant des formes dites légales — d'une indemnité de guerre de 350.000 francs.

La commune se pourvut devant la « Cour suprême » contre l'arrêt ainsi rendu : *son pourvoi vient d'être rejeté*.

Ainsi, les magistrats chargés d'appliquer la justice de classe qui fonctionne dans tous les pays capitalistes reconnaissent au patronnat le droit de massacrer les gens et de leur imposer ensuite une rançon.

Pendant et après la guerre franco-allemande, Bismark ne se conduisit pas autrement que nos patriotes revanchards d'aujourd'hui. Dans ces conditions, à quoi bon des frontières?

Paroles ministérielles.

« Certes, la République est en mesure de faire appliquer ses lois; mais je ne me résignerai pas à vivre dans un pays où les lois sociales seraient imposées au patronat par les gendarmes et les tribunaux. »

Vous vous imaginez sans doute, camarades, que ces paroles sont d'un Leroy-Beaulieu quelconque ou d'un quelconque Motte de Roubaix?... Eh bien! vous vous fourrez le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

C'est M. le ministre du Travail qui parle ainsi, dans une conférence faite à Nantes sur... l'action syndicale.

Pour M. Viviani, comme pour les irréductibles champions du privilège capitaliste qui n'ont jamais fait l'école buissonnière dans je ne sais quel « socialisme indépendant », le seul pays où l'on puisse se résigner à vivre est celui qui place le patronat au-dessus de l'atteinte des lois, et qui ne se sert des gendarmes et des tribunaux que pour imposer aux salariés, le respect de la volonté ou du caprice patronal — voyez Draveil-Vigneux.

Cercle vicieux.

Au nom de 350.000 détaillants de France, un certain M. Maus expose tout au long, dans la première page d'un numéro du *Matin* — en même temps que sa photographie — les doléances et les griefs du petit commerce contre quelques-unes des dispositions votées par la Chambre, au sujet du fameux impôt sur le revenu.

« Le petit commerçant a besoin de crédit! s'écrie notre homme; l'obliger à faire connaître trop exactement sa situation — laquelle est fort gênée la plupart du temps — c'est risquer d'éveiller la méfiance de ses fournisseurs, c'est peut-être l'exposer à la ruine! »

Alors, quoi? le petit commerce ne peut donc plus vivre — ou plutôt survivre — qu'à la faveur d'une fiction?... Mais s'il lui devient nécessaire de « bluffer » sur le chiffre des affaires, il s'en suit inévitablement que l'impôt le frappera davantage — et c'est précisément ce qu'il veut éviter. Il lui faudrait donc, d'une part, tromper les fournisseurs en se faisant trop riche, et de l'autre, tromper le fisc en se faisant plus pauvre que nature.

Ce n'est pourtant pas le socialisme qui l'accule dans cette impasse : c'est l'évolution capitaliste elle-même — quoi qu'en puissent dire ceux qui nous rendent responsables de la disparition progressive des « classes moyennes ».

Action concertée.

Les occasions deviennent de plus en plus fréquentes de constater que la méthode d'action préconisée par les Congrès internationaux s'impose chaque jour davantage au prolétariat organisé.

C'est ainsi qu'au meeting organisé samedi par la Fédération de la Seine, le citoyen Laporte, un des militants les plus connus de l'organisation syndicale, a proclamé l'utilité d'une action combinée du Parti socialiste et des syndicats en des circonstances pareilles : ce serait, a-t-il déclaré, le meilleur moyen d'aboutir.

C'est bien là, en effet, la pensée qui guidait l'internationale ouvrière quand elle proclamait la nécessité de rapports étroits et suivis entre les deux formes d'organisation et de lutte du monde du travail.

Nos « utopies ».

La semaine dernière, la Chambre hongroise a voté la construction de dix mille habitations ouvrières à Budapesth.

On sait que la question des habitations ouvrières occupe une place assez importante dans le programme municipal socialiste. Nous avons donc le devoir d'enregistrer le vote du Parlement hongrois, non pas, bien entendu, pour nous en attribuer le mérite, ni pour en conclure que le susdit Parlement a fait du socialisme, mais bien pour produire cet exemple d'application à l'appui de notre revendication.

Seulement, voilà le chiendent : nos législateurs républicains sont tellement patriotes et tellement conservateurs, qu'ils se gardent soigneusement de faire ce que fait l'étranger ni ce que demandent les révolutionnaires... quand il s'agit d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs. En revanche, ils savent fort bien imiter et même surpasser les dirigeants des autres pays dans la répression des mouvements ouvriers.

L'Esprit nouveau.

Savez-vous comment le *Temps* appelle la manifestation donnée samedi par la Fédération de la Seine, au manège Saint-Paul, pour protester contre la visite de Fallières à Nicolas II?... Un meeting « antirusse »!

Ainsi, pour les *républicains* qui se réclament des « principes de 1789 », c'est le bourreau de la nation russe, et non pas la nation russe elle-même, qui représente la Russie. Pour eux, comme pour les Bourbons ramenés au Louvre sur les fourgons des cosaques, après avoir porté les armes contre leur pays, la Sainte-Alliance est le seul orchestre possible du « concert européen ».

Paul GRADOS.



L'ÉVOLUTION du Syndicalisme français

Il est fort question en ce moment des « nouvelles tendances » d'un certain nombre de fédérations ouvrières désignées comme « révolutionnaires » dans le catalogue des syndicats français. Il paraît que « les dirigeants de la C. G. T. » — on les appelle ainsi dans les grands quotidiens — renonceraient désormais aux « exagérations » qui ont fait tout le succès — de presse — de notre syndicalisme. Les déclarations du secrétaire de la C. G. T. contre « les braillards » ; les disputes entre anarchistes syndicalistes seraient le signe d'une évolution vers des zones tempérées.

Je ne me fierai, quant à moi, ni à ces déclarations, ni à ces disputes, pour célébrer un « assagissement », qui pourrait bien n'être que de l'opportunisme, et pour me réjouir de conflits d'ordre purement individuel et, partant, sans intérêt. Si deux anarchistes étaient longtemps d'accord entre eux, ils ne seraient plus des anarchistes. Il faut donc chercher ailleurs les symptômes de l'évolution qui se dessine dans les fédérations ouvrières. Il faut négliger les agitations toutes superficielles des organisations n'ayant encore que des cadres, pour attacher son attention sur les modifications qui surviennent dans les fédérations où sont groupées des forces réelles.

Au nombre de ces dernières, la Fédération nationale de la Métallurgie occupe un bon rang. Elle est appelée à devenir une puissance ouvrière lorsqu'elle s'unira avec les autres fédérations des travailleurs sur métaux, les mouleurs, les mécaniciens et les maréchaux. Dès aujourd'hui, les métallurgistes syndiqués sont une notable proportion des ouvriers métallurgistes de France. Ils sont cotés parmi les plus révolutionnaires et ils furent de ceux qui montrèrent le plus de résolution dans

l'application de la décision du Congrès de Bourges pour les huit heures. Les secrétaires de leur Fédération nationale, Latapie, Merrheim, Blanchard, Galantus, jouissent dans la C. G. T. d'une influence d'ailleurs méritée par leur activité et leur compétence. Syndicalistes révolutionnaires de la première heure, les secrétaires de la Métallurgie ont bientôt renoncé à la théorie absurde en vertu de laquelle une organisation est d'autant plus agissante qu'elle compte moins de membres. Ils se sont efforcés de recruter des adhérents nombreux et ils ont à cet effet maintes fois employés dans la province lointaine la méthode de propagande prudente et patiente que nous préconisons avec l'Internationale syndicale. Ils ont réservé aux tumultueux meetings parisiens leur ancien répertoire anarchiste et ils sont ainsi parvenus à faire de leur Fédération fantôme une Fédération vivante. Pour attacher les recrues à leur œuvre, ils n'ont pas hésité à emprunter au mutualisme des moyens d'organisation que le syndicalisme ultra-révolutionnaire condamne. Malheureusement, les préjugés anarchistes sont aussi tenaces que les préjugés bourgeois et ils lancèrent les métallurgistes dans l'aventure du mouvement du 1^{er} mai 1906.

Ce mouvement, écrit Latapie dans une étude dédiée aux travailleurs métallurgistes (1), fut une magnifique démonstration d'énergie, mais... hélas ! et nous n'avons pas de honte à l'avouer, les quelques résultats obtenus par nous au prix de mille sacrifices ne furent pas de longue durée, et pour cause.

En cette occurrence, quoique ne partageant pas dans son entier la méthode et la tactique syndicales du Livre, nous reconnaissons volontiers que ce groupement sut conserver et les améliorations acquises et le contingent de ses membres, alors qu'il n'en fut pas de même chez nous. La faute ne peut nous en être imputée en tant que militants, elle retombe sur une grande partie des intéressés qui, plutôt que de rester dans nos rangs en gardiens jaloux et vigilants des revendications conquises parlèrent et, inconsciemment, je le confesse, firent le jeu des patrons.

L'apathie qui succéda au mouvement généreux et revendicatif du 1^{er} mai 1906, nous fit perdre 8.000 cotisants...

Pour résister à cette déroute, causée autant par les illusions anarchistes que

(1) *L'Ouvrier Métallurgiste*, numéro de juin 1908.

par les désillusions dont elles sont l'inévitable conséquence, les militants de la Métallurgie n'ont pas seulement fait un effort suprême de propagande : ils ont adapté cette propagande « à de nouvelles formes de lutte ». « Sans rien renier de leur idéal révolutionnaire », ils estiment « qu'en ne blessant pas les convictions philosophiques, politiques et religieuses des camarades à qui nous faisons appel » ce sera seulement *par la suite* — quand ils auront pénétré dans le Syndicat — qu'on pourra les convaincre, « en procédant méthodiquement et rationnellement », des erreurs dont ils sont imbus.

Les paroles enflammées, ajoute Latapie, n'ont leur raison d'être qu'en période d'effervescence : les discussions théoriques et les appels révolutionnaires ne réussissent dans les réunions qu'à provoquer de chaleureux applaudissements, mais n'ont, hélas ! pas de suite, parce que la masse est encore trop inéduquée et par conséquent insuffisamment capable de réaliser ce qu'elle a acclamé quelques instants avant. Il faut donc... nous inspirer de méthodes de propagande nouvelles... qui ne consistent pas seulement à discourir sur la révolution sociale, pas plus qu'à faire des effets de tribune, ou des articles terrifiants qui, malheureusement, laissent bien froids et rarement atteignent les puissants contre lesquels ils sont dirigés. Elles ont comme base un raisonnement appuyé sur des faits et par des documents lesquels, contrôlables, arrivent à convaincre presque toujours jusqu'aux plus pessimistes et aux pires incrédules.

C'est dans ce retour à la raison, dont nous ne saurions trop nous réjouir, que nous voyons l'évolution prochaine du syndicalisme français.

Celui-ci, comme il y a 50 ans son aîné d'Angleterre, a épuisé la phase anarchique de son développement. Il veut grandir et il lui faut autre chose que les jeux tapageurs du premier âge.

L'aveu des Métallurgistes, désabusés de la logomachie syndicalo-anarchiste, n'est du reste pas le premier que nous ayons eu à enregistrer en France. D'autres Fédérations ouvrières avaient tenté de réaliser, par la grève générale, les aspirations sincères de la poignée de militants placés à leur tête. Ces militants n'avaient pu, comme ceux de la métallurgie, que mesurer les effets de l'inorganisation et de l'inéducation des travailleurs. Ils se sont alors décidés à commencer par le commencement ; à dire : *Recrutons d'abord ;*

DES RAPPORTS

entre le Parti et les Syndicats

DÉLIBÉRATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION
DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE STUTTGART (1)

2^e Séance. Mardi 21 août 1907

SUITE DE LA MOTION DE LÉON (ÉTATS-UNIS)

V

Le Congrès décide :

1^o Que la neutralité d'un parti socialiste à l'égard des syndicats serait équivalente à la neutralité de ce même parti à l'égard des menées de la classe capitaliste ;

2^o Qu'un mouvement réellement socialiste révolutionnaire a besoin nécessairement de l'organisation politique, comme aussi de l'organisation syndicale ; de la première pour la propagande et pour la lutte sur le terrain déterminé par la civilisation du droit au suffrage ; de la seconde comme de la seule force concevable qui puisse appuyer le bulletin de vote

d'une façon efficace et sans laquelle sa valeur devient illusoire. Cette force sera un jour indispensable pour exclure définitivement la classe capitaliste ;

3^o Que sans l'organisation politique, le mouvement socialiste ne peut remporter la victoire ; mais que sans l'organisation syndicale, le jour de la victoire politique du socialisme serait en même temps le jour de sa défaite. Que sans cette organisation syndicale parallèle, le mouvement socialiste attirerait et produirait de vains politiciens dans le sens le plus mauvais du mot, c'est-à-dire des gens qui déshonoreraient la classe ouvrière et qui la trahiraient ; que, en revanche, sans organisation politique, le mouvement socialiste attirerait et produirait des agents provocateurs, c'est-à-dire des gens qui feraient crouler tout le mouvement.

MARIUS ANDRÉ (France). — Je recommande l'adoption de la résolution de la minorité de Nancy (résolution de la Dordogne), mais éventuellement nous voterons la motion d'Autriche. Je reconnais que certains syndicats, les plus forts de France, ont une attitude neutre à l'égard du socialisme, mais il importe de dire également que la Confédération Générale du Travail est devenue l'adversaire du Parti et se réclame des idées anarchistes ou libertaires. C'est à tort que l'on reproche au parti de tâcher de s'emparer des syndicats. Le parti a simplement essayé de les pénétrer des principes socialistes, mais il n'entend pas du tout

imposer à la jolie fille, un mariage dont elle ne voudrait point. Le texte de la minorité française était libellé comme suit :

« Considérant que les Congrès internationaux ont été unanimes à affirmer la nécessité de l'organisation et de l'action corporative ou syndicale « pour combattre la toute puissance du capital et améliorer la situation des ouvriers dans la société actuelle ».

« Considérant qu'en même temps que la nécessité de cette organisation et de cette action corporative ou syndicale, les mêmes Congrès ont unanimement affirmé qu'elle « ne saurait suffire à l'émancipation de la classe laborieuse », qu'elle « ne saurait supprimer, mais seulement atténuer l'exploitation capitaliste », que « l'exploitation des ouvriers ne prendra fin que lorsque la société elle-même « aura pris possession de tous les moyens de production, et que cette appropriation est « subordonnée à la conquête du pouvoir politique par les travailleurs organisés en parti « politique de classe » ;

« Considérant, d'autre part, que c'est la même classe qui, pour l'amélioration de ses conditions de travail et de vie pour son affranchissement intégral, est appelée à s'organiser et à agir sur le terrain corporatif et sur le terrain politique et que ces deux modes d'organisation et d'action, pour distincts qu'ils doivent rester, ne sauraient s'ignorer et se contrecarrer sans diviser mortellement le prolétariat lui-même ;

(1) Nous croyons devoir reproduire le compte-rendu analytique des travaux de la 2^e Commission du C. I. de Stuttgart, qui viennent d'être publiés par la Librairie du Peuple, de Bruxelles (un volume à 3.50) et qui présentent un grand intérêt documentaire pour les lecteurs du *Socialisme*.

à agir pour l'organisation du plus grand nombre et pour son éducation ensuite. Et à mesure que grandissait le nombre de leurs adhérents, grandissaient leur prudence et leur... « modérantisme ». Ils ne tardaient pas à limiter leur action syndicale à ce qui est son but premier et essentiel : le mieux-être à obtenir pour les travailleurs et par l'entente des travailleurs. Ils renonçaient à faire du Syndicat un groupe politique — anarchiste ou même socialiste ; — ils avaient compris que le syndicalisme a un rôle à remplir qui n'est pas, qui ne doit pas, qui ne peut pas être celui du groupe politique.

Dans cette voie où elles rentreront successivement, les organisations ouvrières françaises trouveront ce qu'ont trouvé les magnifiques associations de l'Internationale ouvrière : une pleine existence et, par là, les possibilités de la transformation sociale.

P.-M. ANDRÉ.

LES LOIS RADICALES

Le phénomène de la banqueroute fatale du parti radical, en quelque pays que ce soit, s'explique par le milieu même dans lequel il se trouve placé, dès qu'il a pris possession du pouvoir politique. Avant ce moment de son évolution, il est libre et peu prend tous les engagements possibles, sans crainte de se compromettre. Il peut toujours expliquer ses défaillances par la mauvaise volonté ou la duplicité de ses ennemis temporaires, qui composent la fraction de la bourgeoisie alors au pouvoir.

Aussitôt qu'il a triomphé, le parti radical se trouve dans la situation suivante :

Derrière lui et le talonnant, se trouve le parti socialiste, qui ne peut plus avoir que maille à partir avec lui ; à côté se trouve la fraction modérée ou opportuniste de la bourgeoisie, qui ne laissera le parti radical au pouvoir que s'il fait ses quatre volontés à elle ; elle est d'autant plus sûre de son obéissance que le parti radical ne peut subsister sans son aide.

La partie politique qui se joue alors entre ces différents antagonistes est intéressante à étudier, surtout lorsqu'il s'agit d'un projet de loi que le parti radical a été obligé de présenter, pour avoir l'air de tenir ses promesses. En ce moment, le projet de loi sur la pension

pour la vieillesse est devant les deux parlements, anglais et français. Le parti libéral anglais a pris les devants et aujourd'hui l'on discute à Westminster le projet présenté par Asquith, et repris par le ministre des finances actuel, Lloyd George. La première esquisse du projet était assez libérale et nous avons dit ici même que ce projet était très en avance sur tous les autres, votés en Allemagne, en Australie et en Danemark, parce qu'il condamnait le principe de la contribution personnelle. Le parti ouvrier, tout en faisant ses réserves sur la limite d'âge, était assez disposé à soutenir le projet de loi Asquith, d'après le principe qu'un bon et même un mauvais tiens vaut mieux que deux tu l'auras, étant donné l'instabilité des ministères libéraux.

Aujourd'hui, le gouvernement libéral qui déclarait naguère ne vouloir rien entendre et rester sur ses positions, cède tout à coup aux clameurs de l'opposition conservatrice. Le ministre Lloyd George a accepté le principe d'une échelle proportionnelle, de telle façon qu'au lieu que chaque pensionnaire eut droit, comme on l'avait proposé d'abord, à cinq shellings (6 fr. 25) par semaine, on s'arrangerait de façon que la pension fut de six shellings pour ceux qui auraient un revenu de 325 francs par an, de cinq pour ceux qui auraient 400 francs, de trois pour 550 francs et de deux pour 650 fr.

En d'autres termes, comme l'a fait remarquer Henderson au nom du parti ouvrier et du groupe trade-unioniste, aujourd'hui combattant côte à côte, l'échelle mobile, telle qu'elle est dressée dans le projet ministériel, donnerait deux shellings (2 fr. 50) par semaine à des milliers de trade-unionistes et de membres de sociétés de secours mutuels, qui se trouveraient par le fait même privés du secours promis par le projet de loi. Les députés ouvriers ne voteraient pour le principe d'une échelle mobile, que si elle commençait à dix shellings et ayant pour maximum quinze shellings (19 fr. 75) par semaine.

La première motion, vu la résistance du parti ouvrier, a été mise de côté et le gouvernement accepta la motion de M. Gouldisy d'après laquelle la pension sera de cinq shellings lorsque le revenu annuel atteindra 500 fr. et ainsi de suite, jusqu'à un shelling pour un revenu de 775 francs.

On voit donc que sous la pression conservatrice, le gouvernement est obligé d'abandonner son principe de paiement de cinq shellings à tous les pensionnaires, et il revient au système proportionnel qui entraîne avec lui le contrôle et l'inquisition, lesquels, comme le ministre Asquith l'avouait lui-même, seraient certainement repoussés par la classe ouvrière en Angleterre.

Toute loi radicale ou libérale, on peut en être certain, s'annonce imprécise avec une largeur de vue et une intransigeance remarquables ; mais, peu à peu, on la voit se rétrécir et se terminer en queue de poisson ; en effet le parti conservateur ou centre-gauche ne veut donner au parti libéral le bénéfice de faire passer ses lois que s'il peut de son côté les annuler et les priver de tout danger pour la société capitaliste.

C'est ce qui arrive aujourd'hui en Angleterre ; il ne faut pas être grand prophète pour prédire en France le même sort aux lois radicales ; la loi des pensions sur la vieillesse passera par les mêmes transformations que celle sur le repos hebdomadaire et l'impôt sur le revenu.

Ch. BONNIER

LES IGNORANTS DU SOCIALISME

C'est curieux comme nos adversaires, qui ont cessé de nous combattre en « ordre dispersé » pour « faire bloc » contre nous, s'acharnent à blâmer notre Parti, le dogmatisme prétendu de sa doctrine et à proclamer la faillite du Socialisme.

J'ai sous les yeux une brochure sur la couverture de laquelle on lit : *le Socialisme c'est la mise en commun de tous les biens et l'asservissement de l'individu à la tyrannie de quelques démagogues.*

Cette brochure significative est la reproduction d'une série d'articles publiés dans un journal que ne lisent même plus les pipelets et je me hâte d'ajouter que si la direction du *Petit Journal* a cru faire remonter la vente de son canard en publiant les fantastiques idioties de M. Georges Mauchez contre le collectivisme, elle s'est rudement trompée. Tout d'abord le sieur Mauchez, pour employer le jargon de la basoche, rappelle ces mots de Franklin : « Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous enrichir autrement que par le travail et l'économie ne l'écoutez pas, c'est un empoisonneur ».

Or, n'en déplaise aux disciples de Franklin et malgré ce qu'a pu dire et écrire le grand pontife de l'épargne bourgeoise, tous les faits d'évolution économique et de concentration capitaliste démentent cette légende de la richesse acquise par le travail et l'épargne. Ce n'est que par l'exploitation, l'agiotage, la spéculation, les moyens les plus malhonnêtes et même les plus criminels que la plupart des capitalistes se sont enrichis.

« Le Congrès décide qu'il y a lieu de pourvoir à ce que, selon les circonstances, l'action syndicale et l'action politique des travailleurs puissent se concerter et se combiner nationalement et internationalement. »

KAUTSKY. — Je suis heureux de constater que toutes les nations reconnaissent la nécessité de l'accord entre les syndicats et le parti. Si l'on écarte la proposition de De Léon, qui ne représente qu'une opinion isolée, on trouve, d'une part, la résolution de la majorité française, qui proclame l'autonomie absolue des syndicats et du parti ; de l'autre, les résolutions des Belges, des Autrichiens et de la minorité française, qui sont en somme d'accord pour affirmer la nécessité d'une collaboration intime. La résolution belge se place sur un terrain théorique, toutefois exact, mais peut-être est-elle dans son texte trop adaptée à la situation belge et pas assez à celle d'autres pays. Quant à la résolution de la majorité française, elle est totalement inacceptable. D'une part, parce qu'elle représente la grève générale comme un moyen suprême dans la lutte économique, tandis que la majorité des camarades allemands reconnaît simplement la grève générale comme un moyen de lutte éventuel dans la bataille politique.

Nous rejetons cette résolution pour un second motif : c'est qu'elle conçoit l'autonomie syndicale dans l'esprit anarchiste, comme si la simple communauté du but suffisait pour réaliser une action harmonique entre le parti et les syndicats, comme si l'entente, l'accord et

l'union intimes n'étaient pas nécessaires pour atteindre ce but, cette union qui ne peut être obtenue que par l'union personnelle ou l'union organique. Il est d'autres camarades qui acceptent le point de vue de la résolution autrichienne, mais qui la considèrent comme non applicable là où les syndicats et le parti sont divisés. Ils craignent que des rapports plus intimes entre le parti et les syndicats puissent également amener une division de ceux-ci.

Ce serait là sans doute un grand malheur, car l'unité du mouvement syndical est d'une très grande importance, et là où cette unité est en danger par des divisions de partis, pareille situation conduit très facilement à une opposition entre parti et syndicats. C'est ce qui s'est passé en France, mais ce fait ne démontre pas que l'ouvrier syndiqué ne doit plus, là où le parti est divisé, se soucier de l'organisme politique. Le devoir du syndiqué, au contraire, est de ramener l'unité au sein du parti.

Voilà ce que nous venons affirmer dans notre résolution et notre discussion sera féconde pour le développement du socialisme, comme l'a été la résolution sur la tactique du parti au Congrès d'Amsterdam.

Enfin, puisque l'accord semble se faire sur la résolution Beer, peut-être les auteurs des autres motions pourraient-ils s'y rallier, moyennant quelques amendements et l'incorporation d'une partie du texte belge.

LEGIEN (Allemagne). — Nous ne pouvons ici qu'indiquer des principes généraux et nous ne

pouvons nous immiscer dans la lutte des différentes nationalités. Les deux mouvements : parti et syndicats, sortent du prolétariat. Pour quelle raison ne se donneraient-ils pas la main ? Tous deux poursuivent des buts spéciaux. Ils ont, par conséquent, besoin d'une certaine autonomie. La résolution de la majorité française envisage trop la situation et les conflits qui, dans ces derniers temps, ont illustré le pays de nos camarades. Nous ne pouvons admettre que les syndicats et le parti se combattent. Si cette situation existe en France, c'est qu'il n'y a là ni forte organisation syndicale, ni puissante organisation de parti. Les camarades français ont coutume de dire : « Nous n'avons pas d'organisation, mais nous avons du tempérament. » Ce n'est pas avec du tempérament que l'on combat la classe patronale. Aussitôt que les Français auront une sérieuse organisation syndicale, ils s'abstiendront de discuter à perte de vue la grève générale, l'action directe et le sabotage. Certes, je reconnais que la grève générale peut être, dans des circonstances exceptionnelles, une arme politique, mais je ne pense pas qu'elle soit une arme syndicale.

Le jour où les Français auront une organisation sérieuse, ils n'entameront plus d'action pareille à celle du printemps dernier (1906).

Ils ne s'imagineront plus que l'on peut conquérir d'un seul coup la journée de huit heures. Pour obtenir pareille réforme, il faut d'abord créer de grandes et solides organisations, et cela coûte de la peine et du travail.

(A suivre.)

Affirmer le contraire, c'est nier l'évidence, c'est nier la vérité. Ensuite dans une trentaine de pages complaisantes, notre contradicteur essaie de démontrer que « le socialisme est incapable d'organiser une société nouvelle » ; que cette société socialiste « accentuerait les sentiments d'envie et de haine qui nous divisent » ; qu'elle « arrêterait la vie économique intérieure et abolirait tous les rapports entre la France et les autres nations » ; que « le collectivisme est une organisation sociale contre nature » ; que « rien ne prévaut contre l'instinct de la propriété individuelle » ; qu'il est « inexact de dire que le capitalisme et la richesse poussent aux luttes guerrières » ; que « l'égalité économique n'est pas plus réalisable que l'égalité des caractères et des tempéraments » et que « la victoire du socialisme équivaldrait à la défaite de l'humanité elle-même ».

A entendre ce M. Mauchez le socialisme serait un moyen et non une fin et il s'est mis à pratiquer des « sondages socialistes » pour trouver « que les droits sont égaux pour tous », que « sous une république comme la nôtre il n'y a pas de classes » et pour se plaindre que Jaurès ne fasse pas campagne dans les centres ouvriers contre l'alcoolisme.

Après celle-là, j'aurais bien le droit d'enlever l'échelle. Mais il y a mieux : L'injustice sociale consisterait, de l'avis même de notre contradicteur benévole et simpliste, à dépouiller les uns pour enrichir les autres. C'est le spectacle que nous donne cette société où l'après *struggle for life* a fait de l'homme le loup de l'homme. Or, selon notre Pangloss, qui s'est fait l'idée que tous les lecteurs du *Petit Journal* sont des gens candides, il n'y aurait pas d'injustices sociales, il n'y aurait que des inégalités naturelles devenant des inégalités sociales. Pourquoi ? On n'en sait rien.

M. Mauchez prétend que les socialistes sont embarrassés devant la question de la monnaie et des rapports économiques avec l'étranger et qu'ils sont perdus quand ils veulent préciser leurs théories et en faire l'application : et il appelle cela la faillite du socialisme.

Qu'en sait-il puisque lui-même il déclare qu'il a négligé d'étudier la doctrine socialiste qu'il combat ? Ce contradicteur singulier fait preuve en effet d'une parfaite ignorance de la question qu'il traite. Il est en cela semblable à la plupart de nos adversaires qui parlent de socialisme comme les aveugles parlent de couleurs. C'est le cas de répéter que le socialisme a deux sortes d'ennemis : les privilégiés et les imbéciles.

H. GHESQUIÈRE.



LE XIX^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINEURS (3)

III

La mine qui contient dans ses entrailles « le sang de l'industrie », ainsi que l'on appelle le charbon, faisant vivre la production, est, hélas ! par trop souvent le tombeau de l'ouvrier mineur. Il ne se passe pas d'année qu'une grande et douloureuse catastrophe ne mette la classe ouvrière en deuil. Chaque pays a ses Courrières. Et les mines de Jekatarinoslave russe, qui viennent d'être inondées du sang prolétarien, ne cèdent, sur ce point, en rien à celle de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la Belgique.

Le capitalisme se soucie peu de la vie des mineurs, préoccupé qu'il est avant tout d'en tirer le profit. Il montre par là son caractère vraiment antisocial pour ne pas dire barbare. Les délégués les plus paisibles, les plus modérés, comme ceux de l'Angleterre, ne peuvent contenir leur émotion en parlant des victimes innombrables de la rapacité des propriétaires mineurs. Voici quelques chiffres qui défient tout commentaire :

Le délégué Wadsworth constate qu'en Angleterre le nombre des morts par accident dans les mines, pour l'année 1907, se chiffre par 1.162 et celui des blessés par le nombre effrayant de cent mille.

Voir le *Socialisme*, nos 34 et 35.

Les mesures de précaution ne sont pas suffisantes. Mais en revanche, les profits augmentent et d'une façon scandaleuse. Pendant les dernières vingt-cinq années, les capitalistes ont *quadruplé* et *quintuplé* leurs capitaux. Ce sont des monceaux d'or littéralement ramassés dans la boue et dans le sang.

Le délégué allemand, dans le même ordre des faits, constate une augmentation du charbon produit par chaque ouvrier et par an, de 1904 à 1907, pour une somme de 3.540 à 4.333 marks, c'est-à-dire pour 793 marks (1 mark = 1 fr. 25), tandis que le salaire n'a augmenté que de la différence de 1.032 — 915 marks, ou de 117 marks.

En résumé, l'ouvrier ne participe que pour un septième dans la productivité augmentée.

Le salaire de 1904 constituait 25.80 0/0 de la somme produite ; en 1907, il ne faisait que 23.80 0/0. Il y a donc *diminution* relative du salaire. Ainsi se justifie et la théorie de Rodbertus, qui disait que le capitaliste *seul* gagne de la productivité de travail *accrue*, et celle des marxistes dits orthodoxes qui combattaient l'optimisme béat et stupide des révisionnistes qui cherchaient à émaculer le socialisme au profit de la démocratie bourgeoise. Si la valeur *absolue* du salaire a, en maints endroits, augmenté, cette augmentation se réduit *en fait* à néant, et par celle des prix des vivres et par le développement naturel des besoins — sans parler du raffinement inévitable de la nature humaine qui rend les privations et les iniquités subies plus dangereuses, plus poignantes, une brute souffrant moins qu'un homme conscient.

Et il faut, d'autre part, vivre complètement en dehors de la vie ouvrière, être un « syndicaliste de salon » à rentes fixes, pour faire fi des améliorations de détail toujours possibles.

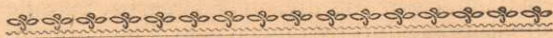
Les résolutions concernant la réglementation des mines et du travail des enfants ont été votées.

Le Congrès a tenu, et par son banquet auquel ont été invités les députés socialistes Paul Constans et Jaurès, et par les résolutions prises à l'unanimité, à faire une manifestation pour la Paix. Pour une corporation qui compte un million d'ouvriers organisés et cotisants, cette manifestation signifie quelque chose de plus qu'un vœu platonique. Sans croire au Grand Fétiche de la grève générale absolue et métaphysique ou, pour faire plaisir à Georges Sorel, *mythologique*, on peut pourtant constater ceci : si les ouvriers mineurs, ceux des chemins de fer et autres trois ou quatre de grandes branches de l'industrie sont puissamment et *internationalement* organisés, ils peuvent faire beaucoup pour empêcher des guerres. Mais pour cela, il faut que les organisations prolétariennes internationales soient aussi et même plus formidables que les forces aveugles et inconscientes des masses paysannes mises au service des industriels en tueries humaines.

Les mineurs l'ont compris. Et c'est toujours le même refrain qui revenait à chaque question : *Il nous faut renforcer l'organisation, augmenter et développer nos cadres.* Cela n'a rien d'original, mais cela n'empêche que cela soit aussi vrai qu'indispensable. Et il vaut mieux vaincre par des armes banales que se faire battre à l'aide de *trucs* d'une « originalité » contestable.

Les syndicalistes de salon appelleront cela du « corporatisme-réformiste ». Et ils diront : quels réactionnaires attardés que ces mineurs ! Et les Saint-Pierre du Paradis confédéral leur fermeront la porte au nez s'ils le... peuvent.

Ch. R.



PETITS PROFITS CAPITALISTES

De l'*Economique* autre note concernant la **Compagnie française de construction du matériel de chemin de fer** :

Les résultats de l'exercice 1907 sont très satisfaisants. Des comptes qui seront soumis à l'assemblée des actionnaires, convoquée pour le 24 juin courant, il ressort que les bénéfices bruts se sont élevés à 1.431.809 francs, au lieu de 930.159 francs en 1906. Les frais généraux et les impôts absorbent 443.163 francs. Il reste donc comme bénéfice net 995.163 francs, en y comprenant le report antérieur de 7.045 francs. La plus-value des bénéfices nets par rapport à l'exercice précédent est de 377.653 francs. On ne sait pas encore quel est le chiffre de dividende que le Conseil proposera de répartir. Rappelons que l'an dernier il avait été de 35 francs.



Un ministre syndicaliste aux champs

Tandis que l'ineffable Maujan se faisait siffler à Clichy, notre ministre de l'Agriculture prononçait un grand discours à Blois.

Mieux que le sous-préfet de Daudet, qui ne trouvait rien à dire à ses chers administrés, inspiré par les riants paysages de l'Orléanais et par le soleil de messidor, M. Ruau s'est laissé aller à un lyrisme débordant. Faisant l'éloge du syndicalisme (!) agricole, il a dit aux Blésois ébahis que « les souffles des forces économiques sociales et humaines sont passés sur les champs de blé... que le glas de l'individualisme, et non plus seulement la chanson berceuse, tombe des clochers rustiques. »

On pourrait s'étonner de ces paroles d'un membre du ministère Clémenceau, si l'on ne savait de quels syndicats il était question. Il s'agissait de ces syndicats de propriétaires fonciers dont le premier précisément fut fondé à Blois. Et on les célébrait avec tant d'éclat, parce que leur développement assez rapide (ils étaient 3116 avec 660.000 membres en 1905) a fait naître de grandes espérances aux cœurs des conservateurs. Sous prétexte d'enseignement agricole, d'assistance et d'aide mutuelle, les hobereaux font surtout de la besogne politique. Certains y voient le commencement d'une contre-révolution qui barrerait le chemin au socialisme révolutionnaire.

Je crois bien que ces espérances sont vaines et qu'il n'y a là qu'une épisode de la lutte de classe. Les privilégiés de notre régime économique se groupent pour défendre leurs privilèges, rien n'est plus naturel. Ce qui serait moins naturel, c'est que les prolétaires ne se groupent pas aussi en face de ces propriétaires fonciers. Et, en effet, les prolétaires agricoles se sont groupés et se groupent de plus en plus en syndicats qui ne comprennent que des travailleurs : ouvriers métayers, fermiers, petits propriétaires cultivant eux-mêmes. Tel sont les syndicats de la Fédération agricole de la région du Midi, de la Fédération des bûcherons, de la Fédération horticole, de la Fédération agricole de la région du Nord.

Les résultats ont été merveilleux. J'ai dit, dans un article précédent, comment les bûcherons ont pu, grâce à leurs syndicats, substituer à cette caricature de contrat qu'est le contrat individuel, le contrat collectif.

Au lieu de l'ouvrier acceptant des salaires avilis, ne pouvant discuter les conditions qui lui sont imposés, on voit les syndicats de bûcherons fixer eux-mêmes le prix légitime et les conditions du travail de leurs membres.

Les syndicats de cultivateurs réussissent à lutter contre l'exploitation des intermédiaires, en achetant en commun directement aux producteurs, en vendant en commun, en organisant des assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, ou des Caisses de Crédit.

Ce mouvement syndical est profond. Il résulte bien de la prise de conscience par les paysans de leur solidarité de classe. Et la meilleure preuve, c'est que toujours il est suivi d'un mouvement socialiste.

Ce ne sont pas ces syndicats agricoles que le Gouvernement bourgeois célébrait dimanche dernier à Blois. On préférerait n'entendre jamais sonner le glas de l'individualisme pour les prolétaires paysans.

Il y a deux ans environ, alors que le mouvement se dessinait, le ministre faisait savoir aux professeurs départementaux de l'agriculture qu'ils ne devaient pas aider, ni encourager ces syndicats dits rouges. L'enseignement des professeurs de la République n'est pas pour les prolétaires, qui doivent rester courbés sur la glèbe, serf taillables et corvéables à merci. Mais malgré tous les ministres du monde, les travailleurs des champs relèvent la tête et les vents qui passent sur les champs de blés sont aussi des vents de révolte !

Victor MAGE

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

A la Chambre.

L'autre jour à la Chambre, il ne s'agissait plus de réformes ; il n'y avait pas à ouvrir les vastes horizons et à s'avancer vers les étapes éternelles du progrès humain ; il ne s'agissait pas davantage de convaincre le ministère de dissiper, par sa ligne de conduite hardiment réformatrice, le léger (oh combien) malentendu qui nous sépare de lui, non, il fallait faire face à la bourgeoisie toute entière, la frapper dans ses combinaisons odieuses, sans craindre de creuser entre elle et soi un de ces abîmes qui pourraient devenir infranchissables dans l'avenir et c'est le citoyen Vaillant qui est monté à la tribune pour y dénoncer l'infamie tsariste et protester au nom de tout le prolétariat français, contre la visite de M. Fallières à Nicolas le Sanglant.

Il l'a fait malgré les hurlements de colère et de haine des réactionnaires et des radicaux (ces fils bâtards de la Révolution mâtinés de cosaques) qui s'efforçaient de couvrir sa voix. Dédaignant les interruptions et les rappels à l'ordre, il a énuméré la longue liste des crimes tsaristes et stigmatisé comme il convenait la politique étrangère de la III^e République bourgeoise allant porter son appui à l'assassin du peuple russe.

Ajoutons qu'un grand meeting de protestation a été organisé par la Fédération de la Seine où des milliers d'auditeurs ont voté un ordre du jour d'indignation. Les orateurs étaient : Allard, Dubois, Ghesquière, Sembat et Vaillant, députés, et Laporte, de la Bourse du Travail.

Les Mines de l'Ouzéna.

On se rappelle que nous avons ici même dénoncé le scandale des mines de l'Ouzéna que l'on voulait faire concéder à une association dont les deux meneurs étaient M. Scheneider, le fabricant de canons français, et M. Krupp le fabricant de canons allemand d'Essen.

Le groupe socialiste au Parlement avait repudié énergiquement le rapport qui concluait dans le sens de la concession et qui avait été fait par un des siens, qui a d'ailleurs reconnu depuis que sa place n'était plus dans le Parti et qui en est sorti.

L'ordre du jour du groupe socialiste, proposé par l'un de nos amis, avait eu trop de retentissement pour que l'affaire pût passer facilement.

La Chambre n'a pas osé accorder la concession : elle a renvoyé le projet à une commission.

Le Congrès de Marseille.

Une liste comprenant toutes les propositions formulées par les Syndicats a été soumise au referendum et Fédérations des Bourses du Travail.

Parmi les questions proposées, quatre devaient être choisies à la majorité des voix, pour composer l'ordre du jour du prochain Congrès corporatif de Marseille, qui se tiendra du 5 au 10 octobre.

Les quatre questions qui ont obtenu le plus de suffrages sont :

- 1^o Accidents du travail. (Assurances par l'État) ;
- 2^o Antimilitarisme. (Attitude de la classe ouvrière en cas de guerre) ;
- 3^o Diminution des heures de travail ;
- 4^o Lock-Out. (Attitude et moyens à prendre) ;

Tel est l'ordre du jour officiel. Mais l'on peut compter que d'autres questions viendront se griffer sur le débat, comme celle par exemple des rapports internationaux, où il y aura à dire si la France syndicale doit faire du nationalisme syndicaliste ou se doit à elle-même de rentrer dans la grande internationale syndicale, dussent en souffrir dans leur orgueil et leur anarchisme les intolérables tyrannaux qui, après s'être emparé de la direction de la Confédération ont fini par se confondre avec la classe ouvrière.

Une lettre.

On nous prie d'insérer la lettre suivante :
« Dans son numéro 9, les *Temps Nouveaux*, sous la rubrique « Crocs et griffes », publie une note à l'adresse de Rappoport qui aurait pris son ar-

ticle dans certain discours de Volontaire, qui contiendrait « des injures grossières à l'adresse des camarades de la C. G. T. ».

Je déclare que cette accusation est absolument fautive. Dans l'article en question, publié par moi dans les numéros 4 et 5 de *La Voix du Social Démocrate*, il n'y a rien de ce que m'attribuent les *Temps Nouveaux*. En général cet article n'a rien de commun avec celui — très remarquable — de Rappoport, qui a tant indigné les *Temps Nouveaux*.

La note en question n'a pu être écrite que par un homme aussi peu soucieux de la vérité que des intérêts de la cause qu'il prétend défendre.

VOLONTAIRE.

Originaires du Nord.

Le groupe parisien des originaires socialistes des départements du Nord, Aisne, Oise, Somme, Pas-de-Calais, bien que n'ayant que quelques mois d'existence, voit grandir le nombre de ses adhérents. Pour fortifier encore davantage, il a organisé une série de réunions et de fêtes de propagande.

Le 9 Juillet à l'*Avenir de Plaisance*, 13, rue de Nupre XIV^e, Delory et Ghesquière prendront la parole. Le 26 juillet à l'*Égalitaire*, 13, rue de Sambre et Meuse, assemblée générale suivie de chants. Le 15 août, promenade à la *Solidarité* de Charenton avec déjeuner champêtre. Le 29 août au restaurant coopératif *Chez nous*, à Puteaux, réunion avec Dherbécourt, conseiller municipal.

Le groupe se réunit régulièrement le mardi à 9 heures. S'adresser au camarade Vandalle (Emile), secrétaire, à la Coopérative *L'Égalitaire*, 13, rue de Sambre-et-Meuse, où une permanence est établie pour prendre les adhésions, demandes et offres d'emplois, secours, etc.

Les mineurs et la C. G. T.

Pour ne pas mettre en cause d'autres que lui-même, notre collaborateur P.-M. André, dans l'article qu'a publié le dernier numéro du *Socialisme*, en réponse au citoyen Griffuelhes, avait pris la responsabilité de la note par laquelle nous avons rendu compte, sommairement et exactement, de ce qui s'était passé à la séance du Comité des fédérations au sujet de l'admission des mineurs à la C. G. T.

Le camarade Legret, secrétaire de la Fédération des Préparateurs en Pharmacie et similaires, nous écrit :

« Dans un élan généreux, en même temps qu'il dégageait les camarades Thil et Gauthier, le camarade Marius André s'attribuait la responsabilité du compte rendu ; mais, j'ai moi-même revendiqué cette responsabilité à la réunion de la section des Fédérations de mardi dernier et, pour bien dégager les camarades, j'ai reproduit ce compte rendu, dont je suis l'auteur, sous ma signature, dans la *Pharmacie Laborieuse*.

« Je ne vois pas encore ce qu'il y a d'inexact dans mon article, et si j'ai mal interprété quelques paroles, je m'empresse de faire la rectification utile.

« Quant à moi, j'ai voté l'ordre du jour adopté par la majorité et prenant acte de la déclaration par laquelle le camarade Cordier prenait l'engagement de désavouer le *Réveil du Nord*, après quoi les mineurs seraient admis. Je considère que le vote de cet ordre du jour équivalait à l'ajournement de l'admission et non au refus ».

Nous ajoutons qu'il n'est pas dans les usages du *Socialisme* de faire connaître ce qui se passe dans le sein des organisations ; mais qu'en ce qui concerne l'admission des mineurs, nous avons cru devoir faire une exception à notre règle parce que cette question est débattue publiquement depuis quelque temps et qu'elle présente pour le prolétariat français une importance particulière. Nous comptons sur la pression de la masse des syndiqués français pour la faire aboutir favorablement : c'est pourquoi il est nécessaire d'établir devant tous les responsabilités.

Sabotage patronal.

Dans « l'Alimentation ouvrière » le citoyen Bousquet se livre à une opération qui aura des résultats infiniment plus heureux pour la classe ouvrière que les prédications de sabotage ouvrier (cette panacée syndicaliste révolutionnaire a obtenu 1 voix sur 80 Bourses consultées sur le Congrès de Marseille). Il dénonce le sabotage patronal. Il nous donne une liste bien suggestive

des produits qui servent à saboter le chocolat et partant l'estomac des consommateurs.

Voici : farine de blé, amidon, baume de Tolu, enveloppes de cacao, amandes grillées, gomme dextrine, sulfure de carbone, minium, ocre rouge, terres ocreuses, plâtre et chaux.

Tels sont quelques uns des produits que messieurs les fabricants assimileraient à leur chocolat.

C'est beau le régime de la libre concurrence.

Les erreurs de « l'Humanité ».

On se souvient que c'est par inadvertance que *l'Humanité* avait recommandé la lecture d'un pamphlet de l'anarchiste bourgeois Flax, insultant notre ami Jules Guesde. Cette semaine, une singulière coquille fait dire à ce journal que la commission d'arbitrage, dans le conflit de notre collaborateur Marius André avec la 12^e section, a confirmé l'exclusion prononcée par cette section alors que c'est *infirmé* qu'il faut lire.

La coquille a été rectifiée, mais elle a dû causer pendant 24 heures une fausse joie aux anarchistes unifiés.

A L'EXTÉRIEUR

Chez les céramistes allemands.

Les Céramistes allemands publient leur compte rendu financier, il ressort que la Fédération qui en 1906 comptait 14.169 adhérents en avait 14.878 en 1907. Les recettes pour 1907 se sont élevées à 504.235 marks. Les dépenses pour caisse de chômage, grèves, maladies, décès, propagande, frais généraux, secours à d'autres corporations, etc., à 445.125 marks soit en fin de compte un boni de 59.110 marks.

La crise des Syndicats ouvriers en Russie.

Le chômage intense qui sévit à Pétersbourg et aussi les tracasseries dont les autorités poursuivent les Syndicats, rendent l'existence de ceux-ci fort précaire.

Le Syndicat du Bâtiment est à la veille de la liquidation. Il compte actuellement 7.000 de ses membres parmi les chômeurs. Le syndicat des horlogers est dans le même cas. Sur 2.000 horlogers que compte la capitale, 600 sont syndiqués, mais 20 seulement de ceux-ci paient leurs cotisations.

Le syndicat des cordonniers, qui compte 300 membres, n'a pas de moyens pour louer un local. Sur 300 ferblantiers syndiqués on ne compte que 50 cotisants.

Cette crise est la conséquence de la situation politique du pays, ce qui prouve, une fois de plus que le prolétariat a un intérêt de premier ordre à ne pas se détourner de l'action politique, comme désireraient l'en convaincre à la fois les réactionnaires trop malins et les syndicalistes nouvelle méthode.

BIBLIOGRAPHIE

Jean LORRIS. — *Les vérités de Pierre Mathurin. — Ouvrier et paysan.* — Prix : 15 centimes. — En vente à la *Librairie du Parti*, 16, rue de la Corderie, Paris.

Notre ami Jean Lorriss a eu une bonne idée et celle — meilleure encore — de mettre son idée à exécution.

Dans une série de scènes dialoguées, qui feront un tout, il a voulu, dans un langage familier, mettre les principaux faits sur lesquels se fonde le socialisme, à la portée de tous.

La brochure que nous annonçons, la première des dix qui formeront la collection entière, donne la notion la plus favorable de la façon dont il accomplira son entreprise.

L'action est bien engagée et les personnages posés avec intérêt. Des conversations qui se font à la veillée se dégagent nettement la constatation d'une communauté d'intérêts entre le paysan et l'ouvrier, tous deux faisant vivre la classe possédante.

Quelques objections mensongères répandues par la bourgeoisie sont clairement réfutées.

Les camarades feront bien de répandre cette brochure et celles qui suivront. La propagande s'en trouvera bien.

BRACKE.

La Presse Socialiste

Les lignes qui suivent confirment bien ce que disait le *Socialisme* sur la « valeur socialiste » du rachat de l'Ouest. Elles sont signées LEUCRY, du *Cri du Var* :

Et cependant nos amis du Parti ne se font aucune illusion sur le caractère de cette réforme. Ils savent qu'elle n'est ni une réforme véritable, ni une réforme socialiste.

... L'Etat est propriétaire du réseau de l'Ouest, il en a concédé l'exploitation à une Compagnie qui exploite mal et qui exploite à perte. Mais les insuffisances d'exploitation de cette Compagnie, ses déficits annuels lui sont avancés par l'Etat, sous forme de garantie d'intérêt.

A l'heure actuelle, l'Etat a avancé à la Compagnie 452 millions, et le matériel qui appartient à la Compagnie et qui sert de gage à ces avances est d'une valeur inférieure à cette somme. Faut-il que l'Etat continue, jusqu'à l'expiration des conventions, c'est-à-dire jusqu'en 1936, à grossir ces avances, avec la certitude qu'il ne sera jamais remboursé de sa créance ?

Du *Cri du Peuple*, de la Gironde, sous la signature Dréan-Chapel :

Ce qui fait l'horreur de la comédie jouée par ces républicains de la démocratie conservatrice et radicale, c'est que, en dehors du dégoût que nous inspire ce tsar « meurtrier de son peuple », comme disait Vaillant, ce voyage cache une combinaison louche de finance. Au retour la Russie empruntera ; les millions produits par les prolétaires de France, et à qui ces messieurs les dirigeants les ont volés, iront dans la cassette du tsar et serviront, comme les précédents, à confectionner de nouvelles potences pour pendre ; à payer de nouveaux cosaques et policiers pour emprisonner et assassiner les meilleurs des Russes, les socialistes et les républicains.

A propos des atrocités commises par le shah de Perse, Hyndman écrit dans *Justice*, organe de la social-démocratie anglaise :

Depuis plusieurs années, la crainte des projets allemands et d'une agression allemande a donc été le trait distinctif de toute notre politique étrangère. Tous les hommes d'Etat étrangers n'ont pas le moindre doute que la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne est inévitable dans un avenir prochain, et ils suivent avec un intérêt jaloux les préparatifs délibérés et déterminés des Allemands pour une lutte décisive dans la mer du Nord. Cette conviction est si répandue que nos camarades Jaurès et de Pressensé eux-mêmes ont publiquement exprimé cette opinion que les hommes d'Etat anglais s'efforcent de semer la discorde entre la France et l'Allemagne, dans le seul but d'éloigner de nous le danger.

En Europe, l'Allemagne est la puissance qui croît, l'Angleterre celle qui décroît, et notre peu de disposition à regarder les faits en face est considérée comme une preuve de notre décrépitude. « Un beau peuple, mais trop gras ! »

Il y a beau temps que les Allemands se sont mis à l'œuvre. On doute même de la qualité de notre marine, que certains critiques étrangers prétendent n'être plus assez moderne nulle part.

Serait-ce pour cette « raison d'Etat » qu'Edouard aurait si gentiment poussé Fallières dans les... eaux de Nicolas ?

Parlant des diverses formes du Socialisme européen, le *Hamburger Echo*, organe des Socialistes hambourgeois, dit :

Barker est d'avis que le « danger socialiste » est plus grand pour l'Angleterre que pour la France, l'Allemagne et la Belgique, où la classe paysanne possédante est forte et ne veut pas entendre parler du Socialisme.

Nous sommes convaincus que, dans quelques années, ce bouclier de défense contre le Socialisme disparaîtra. En Allemagne, en particulier, la caste des junkers, des gros agrariens se charge de ce soin.

Barker croit encore qu'un nombre assez considérable de travailleurs du Continent étant petits propriétaires sont très modérés dans leurs idées politiques, tandis que parmi les travailleurs anglais, moins attachés à la terre par le droit de propriété, l'esprit révolutionnaire règne. Ceci encore est une conclusion douteuse, où se perd celui qui fait de la politique sociale. En admet-

tant que les travailleurs petits propriétaires soient adversaires du Socialisme, — ce qui ne s'applique pas à leur ensemble, — ils ne sauraient être considérés comme un obstacle au Socialisme. Il y a, du reste, en Allemagne, dix fois plus de voix socialistes qu'en Angleterre.

Dans le *Peuple*, de Bruxelles, Louis de Brouckère, commentant un ouvrage de Bernstein très documenté sur la grève en Allemagne, écrit :

La première chose qui nous frappe est le nombre considérable des grèves allemandes. En 1906, le nombre des grévistes anglais n'était que de 157.872 ; aux Etats-Unis de 130.271 ; en France de 178.252 alors qu'il était en Allemagne de 349.327.

Notez que 1906 est pour la France l'année de la Grande Grève Générale, du Grand Mouvement de Mai pour les huit heures, en somme donc une année tout à fait exceptionnelle, tandis que le nombre des grévistes allemands est, cette année-là, inférieur de 177.483 à celui de l'année précédente. Et cependant, les théoriciens du syndicalisme soi-disant révolutionnaire français ne perdent aucune occasion d'opposer la pusillanimité allemande à la combativité des prolétaires français. « Il n'y a qu'en France, s'écriait récemment l'un d'eux, que l'on ose prêcher la grève à outrance, la grève sans répit et sans trêve, comme le moyen normal de l'émancipation prolétarienne ». Il paraît bien qu'il avait raison : c'est à la Confédération du Travail que l'on PARLE de la Grève, mais c'est en Allemagne qu'on la FAIT.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII*

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

EN VENTE

AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE

Vincent CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés ; Bilan des Compagnies d'assurances ; bénéfices réalisés par ces Compagnies ; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à 0 fr. 10 (6 fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.

HORLOGERIE

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli — PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE de haute précision

Donnant un écart maximum de 4" par mois

CHRONOMÈTRES :

Nickel, 36 fr. Acier, 40 fr. Argent, 48 fr. Or, 190 fr.

MONTRES :

Nickel, 30 fr. Acier, 32 fr. Argent, 42 fr. Or, 150 fr.

Envoi franco aux abonnés du *Socialisme*

Grand Choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin

Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : « Le mouvement ouvrier international », rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. --- 10 francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. --- Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500, un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquet de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin.

83, rue de Rambuteau, et en présentant une bande d'abonné du "Socialisme"

Le Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII*
Administrateur-Délégué : L. MIOT.